

A portrait of Clémentine Autain, a woman with short blonde hair and blue eyes, wearing a dark blue checkered trench coat. She is standing outdoors with green foliage in the background.

BILAN DE 5 ANS DE MANDAT À L'ASSEMBLÉE NATIONALE

FAIRE ENTENDRE
CLÉMENTINE AUTAIN NOTRE VOIX

Après une belle campagne menée tambour battant
dans le cadre d'un large rassemblement de gauche, écologiste et citoyen,
Clémentine Autain arrive en tête le soir du premier tour des élections législatives de 2017,
dans la 11ème circonscription de Seine-Saint-Denis,
recueillant 37,2% des voix.

Le 18 juin, elle est élue députée
face à une candidate En Marche (LREM),
avec 59,5% des suffrages.

Pour cinq ans, **elle représente les habitants**
de Sevrans, Tremblay et Villepinte à l'Assemblée nationale.



Au soir de la victoire, la candidate Clémentine Autain et son suppléant, François Asensi, maire de Tremblay-en-France et aujourd'hui député honoraire.

Édito de Clémentine Autain page 5

EXIGER DES MOYENS POUR L'ÉDUCATION PAGE 6

VALORISER LES ARTS ET LA CULTURE PAGE 8

ASSURER UNE VIE SPORTIVE PAGE 9

INVESTIR POUR LA SANTÉ DE TOUS PAGE 10

FAIRE PROGRESSER LES DROITS PAGE 12

LUTTER CONTRE LA PRÉCARITÉ PAGE 16

DÉVELOPPER & AMÉLIORER L'EMPLOI PAGE 18

ACCOMPAGNER L'ÉMANCIPATION DES FEMMES PAGE 20

SE BATTRE POUR L'ACCUEIL, CONTRE LE RACISME PAGE 22

SE MOBILISER POUR LES TRANSPORTS DU QUOTIDIEN PAGE 24

PRÉSERVER L'ENVIRONNEMENT, CHANGER DE MODÈLE PAGE 26

Le mandat, c'est aussi... page 28

DÉFENDRE LES LIBERTÉS & LA TRANQUILLITÉ PUBLIQUE PAGE 30

AGIR POUR LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE PAGE 32

COMMÉMORER POUR ÉCLAIRER LE PRÉSENT PAGE 33



Vous trouverez dans ce livret des **QR codes** vous permettant d'accéder à des **pages Internet** et à des vidéos de **discours de la députée** à l'Assemblée nationale. Pour s'en servir, utilisez l'appareil photo de votre smartphone et flashez.

Vous pouvez également vous rendre sur **www.clementine-autain.fr**



Clémentine Autain lors de la rentrée de l'association Femmes Solidaires, septembre 2020 (Sevran)

Édito

Depuis bientôt cinq ans, j'ai l'immense fierté de vous représenter à l'Assemblée nationale.

Dans une période émaillée par des événements tragiques, des attentats terroristes à la crise du Covid, et marquée par la baisse du niveau de vie, le creusement des inégalités et l'inaction climatique, je n'ai cessé d'exercer mes fonctions avec sérieux et passion.

Aujourd'hui, j'ai à cœur de vous présenter mon bilan. Vous y verrez que j'ai agi, de façon concrète, pour valoriser nos villes de Sevrans, Tremblay et Villepinte, et pour faire entendre la voix d'un autre choix de société, fondé sur le partage des richesses, des pouvoirs et des savoirs.

Fidèle à mes engagements, je défends l'égalité sociale et territoriale. Présente dans les mobilisations, à l'écoute des habitants, je me suis engagée pour notre RER B, le Parc de la Poudrerie, nos écoles, l'emploi à Roissy, nos petits commerces, les moyens d'une police de proximité ou encore le bon fonctionnement des ascenseurs.

Après des institutions comme dans le débat public, je me bats pour faire entendre les besoins de notre territoire.

Active au Parlement et présente dans les médias, je plaide pour un changement de modèle de société plus solidaire et vertueux pour l'environnement. Je défends la cause des femmes, je lutte contre tous les racismes, je veux la justice. Ma boussole, c'est l'émancipation humaine.

C'est pourquoi, durant ce mandat, j'ai contesté pied à pied la politique d'Emmanuel Macron, président des plus riches, adepte de l'austérité budgétaire et du passage en force.

Inlassablement, j'ai interpellé le gouvernement pour nos services publics, l'emploi, l'écologie, la tranquillité ou encore les libertés publiques. À la tribune de l'Assemblée, j'ai mené l'offensive contre les violences faites aux femmes ou le projet de loi sur les retraites. Siégeant dans la commission des affaires étrangères, je suis intervenue en faveur de la coopération et la solidarité internationale.

À l'heure où l'extrême droite se fait chaque jour plus menaçante, j'appelle à unir nos forces. Notre responsabilité est de ne jamais laisser un pouce de terrain à ces semeurs de haine, dont les premières cibles sont les habitants de Seine-Saint-Denis. Dans ce combat aussi, vous pouvez compter sur moi.

Avec vous, pour vous,

Clémentine Autain

Des moyens pour l'égalité et une éducation de qualité !

Sans cesse les établissements scolaires ont été mis en difficulté par la politique du gouvernement. L'augmentation du nombre d'élèves aurait dû s'accompagner d'une hausse du nombre de classes et de **personnels éducatifs**. L'égalité aurait dû guider l'action. Or le choix de l'austérité des dépenses publiques a empêché de faire reculer les inégalités structurelles qui touchent la Seine-Saint-Denis et d'élever la qualité de notre système éducatif. **À l'Assemblée comme dans les mobilisations locales et nationales, Clémentine Autain s'est opposée à la politique menée par Jean-Michel Blanquer.**

Fermetures de classes, absence d'infirmière, manque de surveillants ou d'AESH, défaut de remplacement de professeurs... Par courriers ou questions écrites, lors de réunions ou d'interventions publiques, la députée a relayé les demandes concrètes et précises pour nos écoles, collèges et lycées auprès du ministre et du rectorat. **Elle a également plaidé pour la revalorisation des salaires des personnels éducatifs et la titularisation des agents précaires.** Elle a soutenu les initiatives des enseignants et parents d'élèves légitimement en colère.



Aucun nouveau poste de surveillant n'a pas pu être dégagé dans une situation d'urgence, après que des jeunes aient été violemment agressés à Sevran et à Villepinte. En revanche les millions coulent à flots quand il s'agit de supprimer l'impôt sur la fortune (ISF) ou de créer un crédit d'impôt (CICE) pour les grandes entreprises, sans aucune contrepartie sociale ou environnementale.

Je ne m'y ferai jamais !

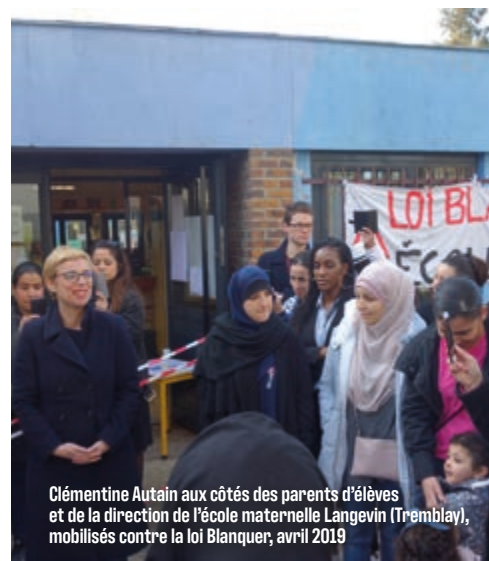
Clémentine Autain, à l'occasion du vote du budget de l'éducation nationale



Clémentine Autain aux côtés des enseignants mobilisés suite au suicide de la directrice d'école Christine Renon, octobre 2019 (Bobigny)



Des lycéens de la circonscription visitent l'Assemblée nationale accompagnés de la députée



Clémentine Autain aux côtés des parents d'élèves et de la direction de l'école maternelle Langevin (Tremblay), mobilisés contre la loi Blanquer, avril 2019



Clémentine Autain assiste avec une classe à une représentation de théâtre au collège Painlevé, novembre 2020 (Sevrans)
Les petites épouses des blancs/Histoires de mariages noirs de Marisa Gnondahou dit Simon et Stéphane Olry



VIDÉO



DISCOURS SUR L'ÉDUCATION

Lycée agricole

Clémentine Autain a soutenu activement l'installation d'un lycée agricole à Sevrans, après la disparition de celui de Vaujours. Ce lycée permettra de former des jeunes à des métiers particulièrement utiles pour

la transition de notre modèle agricole comme pour l'entretien et la préservation de l'environnement. La députée est également intervenue à l'Assemblée pour que l'État investisse dans la création de lycées agricoles publics.

PARCOURSUP : Non au tri sélectif des étudiants

Une promesse avait été faite aux futurs étudiants : aucun candidat à l'université ne recevrait de « non » sur la plateforme Parcoursup. Aucun lycéen ne devait être sans solution de poursuite d'étude à l'issue de son baccalauréat. Le résultat est pourtant bien différent ! La plateforme en ligne imposée par le gouvernement s'est révélée être un outil de tri sélectif des étudiants, et donc d'inégalités accrues dont les jeunes de nos villes ont particulièrement souffert. À titre d'exemple, en septembre 2021, plus de 20.000 élèves avaient quitté la plateforme sans aucune affectation pour la rentrée universitaire. Alors que le nombre d'étudiants augmente en raison du baby-boom des

années 2000, le gouvernement a choisi de sélectionner les élèves plutôt que d'investir dans la création de nouvelles formations supérieures. Clémentine Autain a voté contre la loi instaurant Parcoursup.

À l'opposé de cette logique qui profite aux plus favorisés, la députée a défendu la création d'un pôle universitaire sur les terrains de la Plaine Montceuleux. 1 300 habitants ont signé la pétition qu'elle a initiée. Dans le cadre du nouveau projet Terre d'eaux et de culture, l'actuelle municipalité sevranaise a intégré cet objectif et travaille en ce sens en partenariat avec une université parisienne. Cette victoire est le fruit d'un engagement collectif dont la députée fut fer de lance.

La culture est essentielle, partout, pour tous

Avec le Théâtre de la Poudrerie, le Théâtre Louis Aragon ou le cinéma Jacques Tati, avec les spectacles à l'Odéon ou aux Espaces V, nos villes fourmillent d'événements culturels. Les créations des habitants, l'inventivité de la jeunesse, la vitalité du monde associatif, animent notre scène artistique et participent au foisonnement culturel. Du rap au théâtre contemporain, notre capacité à faire vivre l'histoire et la diversité des cultures est une immense richesse.

Partager les émotions et projeter nos imaginaires est fondamental pour les êtres sensibles que nous sommes. Comme le disait Jean Vilar, grand homme de théâtre, les arts sont une nourriture aussi essentielle à la vie que le sont le pain, l'eau, le gaz ou l'électricité. La création nous permet de tisser du lien, d'aiguiser l'esprit critique, d'élargir le champ des possibles. C'est pourquoi **Clémentine Autain n'a cessé de s'engager pour valoriser et développer les arts et la culture au plus près des habitants, en lien notamment avec les établissements scolaires.** La députée a appuyé de nombreuses demandes auprès de l'État et de la Région pour que rayonne plus encore notre vie culturelle à Sevrans, Tremblay et Villepinte.

Convaincue que la culture est essentielle à la vie, la députée a défendu la réouverture des lieux culturels dès le premier déconfinement lors de la crise du Covid, ainsi que la reconduction de l'année blanche afin de garantir les droits des intermittents et assurer la survie du spectacle vivant, particulièrement malmené par la crise sanitaire.



Clémentine Autain échange avec la compagnie sevranaise La Belle Jeunesse au théâtre Louis Aragon, octobre 2020 (Tremblay)

À l'invitation de la députée, Ken Loach à Sevrans

Deux fois Palme d'or du festival de Cannes, Ken Loach est l'un des plus grands réalisateurs contemporains. Son dernier film, « Sorry We Missed You », nous parle d'ubérisation et de précarité. À l'occasion de sa sortie en salles, Ken Loach est venu à la Micro-Folie de Sevrans à l'invitation de Clémentine Autain. **Le public fut conquis et le dialogue entre le réalisateur et les habitants, d'une rare intensité.** La députée a également organisé une projection à l'Assemblée nationale et dans un grand cinéma parisien, en compagnie du réalisateur.



Amateur ou professionnel : vive le sport !

Avec le Covid, nous avons repris conscience de la part essentielle du sport dans la vie quotidienne et de ses apports en matière d'émancipation, de santé, de sociabilité, d'inclusion, de plaisir... Clémentine Autain, très sensible à ces enjeux, a soutenu et défendu un modèle sportif à la fois amateur et professionnel qui concilie pratique de haut niveau et dynamisme des clubs locaux.

Propositions pour la démocratisation du prix des licences sportives, soutien affirmé et répété aux associations pendant les périodes de confinement, opposition aux coupes budgétaires qui affaiblissent la pratique en amateur, participation à des initiatives et des épreuves sportives... La députée sait à quel point nos villes populaires n'ont pas toujours les moyens pour soutenir les clubs et combien elles ont besoin d'investissements pour les accompagner. Elle s'est mobilisée à plusieurs reprises pour une politique sportive ambitieuse qui permette à toutes et tous de s'épanouir et de pratiquer une activité sans passer par des structures privées aux tarifs prohibitifs.

Les JO ne ruissellent pas en Seine-Saint-Denis

L'arrivée des Jeux Olympiques 2024 en France devait être la promesse d'un ruissellement d'équipements sportifs et d'investissement sur tout le département de la Seine-Saint-Denis : celui-ci n'aura pas lieu. Clémentine Autain a rappelé à l'occasion de la venue d'Emmanuel Macron à Tremblay en octobre 2021 que les inégalités pèsent de tout leur poids sur la pratique sportive dans le département. Si la députée s'est réjouie du transfert à Sevran d'un bassin, elle regrette la pauvreté des investissements pour les populations qui en ont le plus besoin.



Échanges avec les clubs sportifs de la ville de Villepinte lors du forum des associations, septembre 2021



Dans les gradins du dernier match avant la finale, Clémentine Autain avec les supporters de l'équipe de handball de Tremblay



Échanges avec les clubs sportifs de la ville de Villepinte lors du forum des associations, septembre 2021

Des moyens pour notre hôpital

Durant son mandat, la députée a été vigilante et soucieuse du bon développement de l'hôpital Robert Ballanger. **Aux côtés des soignants et dans l'intérêt des patients, Clémentine Autain a interpellé la direction du groupement hospitalier, l'Agence régionale de Santé ainsi que le ministre de la Santé sur le manque de moyens de cet hôpital.**

L'établissement souffre depuis des années d'une dette qui empêche sa modernisation. La fermeture de certains services, les heures d'attente, l'insécurité aux abords et à l'intérieur de l'hôpital... Tout cela rend l'accès aux soins **toujours plus difficile**. La députée a ainsi multiplié les alertes et exigé un investissement de l'Etat à la hauteur des missions de l'hôpital public. **Face à cette énième marque d'inégalité structurelle dans notre département, des mesures fortes doivent être prises.**

VIDÉO



DISCOURS SUR LE BUDGET
DE LA SANTÉ POUR 2018

Des conditions de travail décentes pour les soignants

Salaires très faibles, statuts de plus en plus précaires, dégradation des conditions de travail et de prise en charge des patients, manque d'effectifs... Les personnels hospitaliers sont en grande souffrance. **Clémentine Autain a rencontré à de nombreuses reprises les psychologues, internes en pédiatrie, infirmières, urgentistes... qui font vivre l'hôpital public.** Elle n'a cessé de porter leurs revendications auprès du gouvernement et a alerté sur **l'impossible injonction qui leur était faite de « soigner mieux avec moins ».**

Aujourd'hui, des services ferment faute de soignants pour assurer les soins, ce qui montre que le Ségur du gouvernement n'a pas du tout répondu aux besoins. **Chaque année, la députée a voté contre les budgets en baisse et la diminution des moyens pour la santé publique.**



Notre pays, 6ème puissance économique mondiale, est riche. Nous ne sommes pas condamnés au déremboursement des médicaments, à un hôpital en burn-out, à l'inégalité sociale et territoriale dans l'accès aux soins.

Clémentine Autain



Clémentine Autain à Robert Ballanger pour soutenir les soignants et exiger des moyens pour l'hôpital public, avril 2021 (Villepinte)



Avec les psychologues de l'hôpital Ballanger sur la dégradation de leurs conditions de travail, juillet 2020 (Villepinte)



Avec le maire Stéphane Blanchet, à l'occasion d'une journée de dépistage Covid19 organisée à Sevran, juin 2020 (Sevran)

Plus de médecins pour plus de soins

Les habitants de Seine-Saint-Denis font face à des difficultés sévères pour obtenir un rendez-vous chez le médecin généraliste, et plus encore chez un spécialiste. Même si nos villes se situent dans la plus grande métropole française, nous faisons partie des déserts médicaux.

En Seine-Saint-Denis, entre 2007 et 2016, le nombre de médecins généralistes a diminué de 16 %. Si la France est partout marquée par de fortes insuffisances, la disparité d'accès aux soins de santé entre les territoires n'est pas acceptable.

L'accès aux soins pour toutes et tous est une impérieuse nécessité. L'hôpital public seul, par ailleurs victime des coupes budgétaires, ne peut faire face aux besoins de la population. C'est pourquoi la députée a interpellé le gouvernement à plusieurs reprises sur le manque de moyens dans nos villes pour attirer de nouveaux médecins, sur la pénurie de gynécologues ou encore sur les besoins en psychologues accessibles aux faibles revenus. Seule la puissance publique peut agir en faveur de l'installation de centres de santé, pluridisciplinaires, au plus près des besoins des habitants.

Au coeur de la bataille contre le Covid

On sait combien nos villes populaires ont été davantage touchées que les autres par la crise du Covid19 et la vague de précarité qui a suivi. Mobilisée à l'Assemblée pour exiger la gratuité des masques et une stratégie planifiée de sortie de l'épidémie, Clémentine Autain est également intervenue sur le terrain et a salué l'immense effort de solidarité qui s'est mis en branle à Sevran, Tremblay et Villepinte. Distributions alimentaires, fabrication artisanale et professionnelle de masques et de matériels de protection pour les soignants, prises de contact avec les personnes isolées... Les initiatives n'ont pas manqué et ont apporté une aide vitale pour les plus vulnérables.

La députée a participé à plusieurs distributions, a rencontré celles et ceux mobilisés, a veillé au bon déroulement de la campagne vaccinale. Dans les centres de santé, les maisons de quartier, les CCAS, les associations, les commerces de proximité, elle a pu leurs transmettre remerciements et encouragements. Cet élan citoyen d'humanité a été d'autant plus précieux que les réponses du gouvernement manquaient.

BOBIGNY
L'ÉGALITÉ
RÉPUBLICAINE
POUR LA
SEINE-SAINT-DENISCITÉ DE LA 11ÈME
CIRCONSCRIPTION DE
SEINE-SAINT-DENIS

Clémentine Autain intervient aux Assises de l'Égalité Républicaine pour la Seine-Saint-Denis, qu'elle a organisées, octobre 2018 (Bobigny)

Notre mobilisation pour l'égalité républicaine pour la Seine-Saint-Denis

En colère contre les inégalités persistantes qui touchent notre département, Clémentine Autain a impulsé, avec des élus de tous bords, notamment le sénateur Philippe Dallier (LR) et le député Stéphane Peu (GDR), une grande mobilisation pour l'égalité républicaine pour la Seine-Saint-Denis. Le 5 octobre 2018, un événement à Bobigny a rassemblé 250 personnes, dont de très nombreux maires, pour ces Assises de l'Égalité. Quelques mois plus tard, l'ensemble des parlementaires du département ont été reçus par le Premier Ministre. Une première.

Comme l'a mis en lumière un rapport parlementaire dit Cornut-Gentille au début du mandat, la Seine-Saint-Denis compte moins de fonctionnaires et de services publics que les autres départements français. Indépendamment des difficultés sociales de ses habitants, l'État donne moins de moyens à notre département qu'aux autres. C'est pourquoi les parlementaires ont exigé ce plan de rattrapage.

Grâce à cette mobilisation, l'Assemblée nationale a voté un plan pour la Seine-Saint-Denis comprenant : une prime de fidélisation aux agents du service public, un investissement dans les établissements scolaires, la création de postes de police judiciaire, la modernisation des urgences hospitalières... C'est notoirement insuffisant mais c'est un début. Forte de cette première victoire, la députée poursuit son action en faveur de l'égalité républicaine pour notre département.



Réunion publique avec des élus de Sevran en présence de Gilles Boitte et Jean-François Bacon, février 2019

Ouvrons le RSA au moins de 25 ans

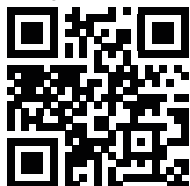
Il ne suffit pas de constater, comme Emmanuel Macron, que « c'est dur d'avoir 20 ans en 2020 ». Il faut sortir les jeunes de la pauvreté et de l'angoisse, en répartissant autrement les richesses. Le plan proposé par le gouvernement ne répond absolument pas à l'ampleur du problème. A Sevran, Tremblay et Villepinte, à peine 44 emplois ont été proposés à plus de 20.000 jeunes.

Avec son collègue François RUFFIN, la députée défend l'ouverture du Revenu de Solidarité Active (RSA) aux moins de 25 ans, une mesure qui répond à un besoin d'égalité et d'autonomie pour les jeunes. Nous ne pouvons tolérer qu'à peine sortis du lycée, certains se trouvent contraints de faire appel à l'aide alimentaire. La Seine-Saint-Denis enregistre le plus haut taux de pauvreté de tout l'hexagone, et concentre un quart du nombre d'allocataires RSA de toute la région. Clémentine Autain plaide pour sa renationalisation définitive et totale pour qu'elle cesse de peser sur le budget du département.



Après la représentation du spectacle « La violence des riches » de la compagnie Vaguement Compétitifs, débat avec Clémentine Autain dans la salle des fêtes de Sevran

VIDÉO



DISCOURS POUR L'OUVREMENT DU RSA AUX MOINS DE 25 ANS



Plus on aide les gens, plus ils sont aptes à sortir de la trappe à pauvreté.

Clémentine Autain, lors de sa question au gouvernement en mai 2021



Améliorer la prise en charge des personnes handicapées

Depuis 2010, le nombre d'enfants handicapés laissés sans solution a doublé en Seine-Saint-Denis. Cette situation intenable remet en cause le droit à l'éducation et à la formation. Les foyers d'accueil médicalisés de Sevran, Tremblay et Villepinte subissent des coupes budgétaires, certains parents doivent cesser leur activité faute de place dans des structures spécialisées. Quant au manque catastrophique d'AESH, il empêche et retarde la scolarisation de milliers d'enfants handicapés.

La députée s'est engagée pour la suppression de la prise en compte des revenus du conjoint dans le calcul de l'AAH, pour l'attribution d'un véritable statut pour les AESH et un salaire digne. Face au gouvernement, elle a plaidé pour l'augmentation des moyens dans les établissements scolaires afin que chaque élève puisse obtenir l'accompagnement auquel il a droit.



Avec les députés communistes Stéphane Peu et Marie-George Buffet, Clémentine Autain lors d'une réunion sur le handicap, avril 2021 (Saint-Denis)





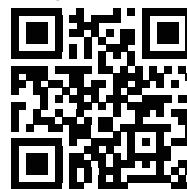
Pose de la première pierre pour une université à Sevran - Villepinte sur la plaine Montceau, avec Elsa Faucillon, députée communiste, et Sabine Rubin, députée insoumise, juin 2018

Bataille à l'Assemblée pour défendre nos retraites

La fin de l'année 2019 a été marquée par la contre-réforme des retraites portée par E. Macron et le gouvernement. Ce projet visait à changer le mode de calcul en un système de retraites par point. **Le double objectif était clair : repousser l'âge de départ à la retraite et baisser le montant des pensions.** Ce changement aurait conduit à une baisse considérable des revenus des retraités, notamment pour les

personnes aux carrières hachées et les fonctionnaires. Les femmes en auraient été les premières victimes. **Avec l'ensemble des groupes de gauche, Clémentine Autain a mené la bataille nuit et jour pendant des semaines à l'Assemblée nationale.** Avec 23.000 amendements déposés par le groupe de la France Insoumise, elle a opposé au gouvernement un autre projet pour une retraite digne et juste pour toutes et tous, avec un minimum vieillesse au-dessus du seuil de pauvreté.

VIDÉO



DISCOURS CONTRE
LA RETRAITE À POINT



En maraude avec la Croix-Rouge à Villepinte, novembre 2020



Les salariés de Carrefour reçus à l'Assemblée nationale à l'annonce d'un plan de restructuration, octobre 2018



Rencontre à l'Assemblée avec le collectif « Plus sans ascenseur » avec Stéphane Peu, député de Seine-Saint-Denis, novembre 2018

Pour la gratuité du permis de conduire

Clémentine Autain a défendu avec Alexis Corbière **une proposition de loi pour un permis de conduire gratuit et intégré au cursus éducatif de chacun.** Ce dispositif aurait été financé par les sociétés concessionnaires d'autoroutes, qui ont bénéficié de milliards d'euros depuis leur privatisation. Cette mesure est essentielle pour assurer l'accès à toutes et tous d'un document qui est à la fois une garantie d'autonomie et de mobilité, une pièce d'identité, et bien souvent une condition d'accès à de nombreux emplois. La majorité En marche (LREM) a préféré voter contre.

Logement, le droit à la dignité

Durant le mandat, la députée et ses collaborateurs ont reçu à la permanence des centaines d'habitants confrontés à des problèmes de logement. Dans notre département, un demandeur de logement social attend en moyenne 5 ans pour qu'une proposition lui soit faite. La députée a sollicité le Préfet et les services logement des trois villes pour appuyer les demandes de ces familles. Clémentine Autain a alerté le gouvernement concernant l'insalubrité de trop nombreux logements : infiltrations

d'eau, incendies, cages d'escaliers saccagées, immeubles vétustes... Avec le collectif « Plus sans ascenseurs », elle a porté le problème des pannes récurrentes à l'Assemblée nationale. Avoir un logement ne doit pas être un luxe réservé à quelques-uns. La députée s'est opposée au gouvernement qui, sans cesse, a réduit le budget alloué à l'hébergement d'urgence et conduit des centaines de personnes à dormir dans la rue. Inscrire le droit au logement dans la Constitution est plus que jamais une nécessité pour le pays.



Mobilisation pour l'emploi
à Roissy, mars 2021



Aux côtés des syndicalistes
et des gilets jaunes, décembre 2018



Mobilisation pour l'emploi à Roissy, mars 2021

Lutte contre la pauvreté

En France aujourd'hui, de plus en plus de personnes souffrent de la faim. Alors que les revenus de beaucoup baissent, les prix de l'alimentation augmentent comme celui des biens de première nécessité. Ce sont des milliers de ménages modestes qui ont basculé dans la pauvreté. Mais si l'argent magique a ruisselé pour les plus riches pendant le mandat d'Emmanuel Macron, rien n'a été fait pour celles et ceux qui en ont le plus besoin.

Clémentine Autain est intervenue auprès du gouvernement pour demander le blocage des prix des produits de premières nécessités, l'augmentation des minima sociaux, le soutien au monde associatif qui vient au secours des populations fragilisées. La députée s'est opposée à la baisse des APL mise en place par Emmanuel Macron, ainsi qu'à toutes les régressions sociales voulues par le gouvernement. Alors que la majorité mettait fin à l'impôt sur la fortune et multipliait ses cadeaux aux plus riches, Clémentine Autain n'a cessé d'agir pour un véritable partage des richesses.

Aux côtés des salariés à Roissy

À l'Assemblée nationale comme dans les mobilisations sociales, **Clémentine Autain s'est engagée aux côtés des personnels de Roissy**. Alors que des dizaines de milliers d'emploi ont été supprimés avec les conséquences de la pandémie, la députée a interpellé le gouvernement sur la situation des personnels.

Aux côtés des syndicats, elle s'est battue pour obtenir la sécurisation des parcours des agents et l'accompagnement des reconversions. Alors que le gouvernement n'a aucune stratégie et laisse faire le marché, Clémentine Autain estime qu'il est urgent de **penser un autre modèle de développement du transport aérien, protecteur pour les salariés et plus vertueux pour l'environnement**.



La députée dans la manifestation pour des retraites dignes, aux côtés de Philippe Martinez, secrétaire général de la CGT, janvier 2020



Avec les salariés en grève de la Raffinerie de Grandpuits menacés de licenciements, juin 2021



Clémentine Autain fait la tournée des commerçants de Sevran, Tremblay et Villepinte avec une lettre de soutien en période de Covid, juillet 2020

Face au gouvernement...

Dès son arrivée au pouvoir, **le Président Macron et sa majorité à l'Assemblée nationale ont organisé la casse du code du travail** et la diminution des droits des salariés. La députée a voté contre toutes les lois allant dans ce sens. Tenu par l'obsession de la compétitivité, le gouvernement a favorisé le recours aux contrats courts, précarise le monde du travail et diminue les salaires.

Covid, l'État doit renationaliser les entreprises stratégiques

Sixième puissance économique mondiale, la France s'est retrouvée lors de la première vague du Covid face à une pénurie de masques, de gel, de gants, de tests... et de matériel hospitalier. Cette situation, qui nous a mis en danger, est le résultat du manque d'anticipation et de volonté politique du gouvernement. **Les stocks de masques n'auraient pas dû être détruits, les commandes**

publiques n'auraient pas dû s'arrêter, des entreprises auraient pu être nationalisées pour produire en urgence les matériels dont les soignants avaient besoin. Mais le gouvernement a refusé ce plan offensif de sortie de l'épidémie. **Clémentine Autain a réitéré ses alertes et appelé à réquisitionner les entreprises aux savoir-faire nécessaires face au Covid19.**



À Sevrans avec le maire Stéphane Blanchet et le Préfet de Région pour visiter une entreprise dans l'aéronautique, juillet 2021



Stéphanie Dauvet, gérante du salon de coiffure L'air du temps, à qui Clémentine Autain a apporté son soutien lors du confinement, novembre 2020

Auprès des commerçants

Les commerces de proximité ont été percutés de plein fouet par la crise économique liée au Covid19. Clémentine Autain est très vite allée à la rencontre des commerçants de Sevrans, Tremblay et Villepinte pour les soutenir. En vidéo, elle a alerté sur la situation du salon de coiffure de Sevrans géré par Stéphanie Dauvet, et a défendu les commerces en péril. **Elle a aussi interpellé à plusieurs reprises le gouvernement sur les dangers de ces fermetures.**

...contre la casse du code du travail

À l'inverse, Clémentine Autain a proposé de sécuriser les parcours professionnels et de créer de l'emploi, en développant les services publics, en augmentant les commandes publiques pour enclencher la transition écologique sociale, et en investissant dans les métiers du lien et du soin.



Mobilisation contre les violences faites aux femmes,
novembre 2019



Les femmes de
l'association Rougemont
solidarité aux vœux
de la députée,
janvier 2019 (Sevran)

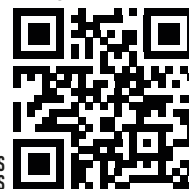
En politique aussi,
l'égalité Femmes-Hommes
est un combat.
Colloque à l'Assemblée
nationale, février 2019



1 milliard contre les violences faites aux femmes

En octobre 2017 débutait la vague #MeToo. Ce mouvement inédit de libération de la parole a déferlé sur toute la planète, donnant la mesure des violences sexistes et sexuelles subies par les femmes. Alors que le gouvernement a décrété la lutte contre les violences faites aux femmes « grande cause nationale du quinquennat », les résultats de sa politique sont invisibles. La ministre M. Schiappa s'est limitée à de l'affichage et à des mesures de correctionnalisation du viol, dans le seul objectif de réduire les coûts de la justice. Dès 2018, Clémentine Autain a proposé à l'Assemblée nationale que la France adopte une grande loi-cadre, avec des véritables moyens humains et financiers pour agir. Engagée depuis toujours dans le combat pour l'émancipation des femmes, la députée a porté l'exigence d'1 milliard d'euros pour lutter contre les violences faites aux femmes. Former les agents des commissariats au recueil de la parole des victimes, assurer l'hébergement d'urgence de femmes qui fuient un compagnon violent, donner les moyens aux associations d'écouter et de protéger les victimes : c'est ainsi que nous lutterons contre les violences faites aux femmes. Nous avons besoin de moyens pour éduquer, former, accompagner, réparer et juger.

VIDÉO



DISCOURS SUR LES
VIOLENCES SEXISTES ET SEXUELLES

COLLOQUE : « Le pouvoir a-t-il un sexe ? »

C'est la question posée lors du colloque organisé par la députée Clémentine Autain, en partenariat avec le journal *Libération*, en février 2019. Une grande journée de débats qui a fait salle comble, en présence de nombreuses personnalités politiques, intellectuelles, historiennes ou universitaires.

Protéger les mineures victimes de violences sexuelles

Dès 2017, Clémentine Autain a interrogé la ministre de la justice Madame Belloubet sur la protection des mineur.e.s contre les violences sexuelles. La députée a réclamé l'instauration d'un seuil de présomption de non-consentement en-dessous de l'âge de 15 ans. Cette modification de la définition du viol sur mineure a pour but d'empêcher que des coupables ressortent libres au motif que l'enfant aurait été consentant.

Après des années de bataille à l'Assemblée nationale et dans la rue, une proposition de loi a été adoptée en avril 2021, instaurant un seuil de non-consentement en-dessous de 15 ans, et en-dessous de 18 ans pour les victimes d'inceste.



En lieu et place d'une grande loi, d'une loi-cadre contre les violences sexistes et sexuelles, nous sommes face à quatre maigres articles. Comme si la vague #MeToo n'avait pas existé, comme si le sursaut gouvernemental n'avait pas eu lieu.

Clémentine Autain à l'Assemblée nationale dans le cadre du débat sur le projet de loi contre les violences sexuelles et sexistes



Faire progresser le droit à l'avortement

Permettre aux femmes qui le souhaitent de recourir à l'Interruption Volontaire de Grossesse dans des conditions décentes, c'est l'objectif du projet de loi porté par la députée Albane Gaillot, que soutient activement Clémentine Autain. Sur tous les territoires, des services de maternité de proximité sont supprimés faute de rentabilité, et des planninges familiaux doivent fermer leurs portes. Les femmes qui souhaitent recourir à une IVG doivent désormais s'orienter vers des centres hospitaliers de plus en plus éloignés.

Nous savons que l'un des leviers pour améliorer l'accès à l'IVG est l'allongement du délai autorisé. La proposition de loi vise à autoriser cet acte jusqu'à 14 semaines de grossesse, au lieu de 12 actuellement. Cette mesure doit s'accompagner d'un élargissement des personnels soignants formés à la pratique de cet acte médical. Il est essentiel que la puissance publique garantisse sur l'ensemble du territoire la possibilité d'avorter pour les femmes.



En soutien à Julie, victime d'un viol qui a été requalifié en atteinte sexuelle, février 2021



Clémentine Autain à l'Assemblée nationale lors du débat sur la loi contre les violences faites aux femmes, mai 2018



Tribune de Clémentine Autain dans *Le Monde*, publiée le 28 octobre 2020

Ensemble contre le rejet des musulmans

Alors que les idées d'extrême-droite ont le vent en poupe dans notre pays, les musulmans sont la cible d'une haine qui est en train de mettre en jeu les valeurs républicaines. **Clémentine Autain** a alerté à plusieurs reprises sur ce climat délétère et raciste dans lequel de plus en plus de voix s'élèvent pour s'en prendre aux musulmans et voudraient les stigmatiser, les discriminer, les rejeter. A l'Assemblée contre les droites dures, dans des tribunes et sur les plateaux, dans les mobilisations, la députée a martelé la nécessité de défendre au contraire une République laïque et sociale contre l'obscurantisme et la montée du fascisme, sans quoi nous allions vers la guerre civile.



Tribune de personnalités de gauche dans *Libération*, publiée le 18 mars 2019

Engagée contre les discriminations et la xénophobie

Tout au long de son mandat, **Clémentine Autain** a exprimé sa colère face à toutes les formes de discriminations. Dans un contexte de montée des idées xénophobes, elle s'est exprimée, à de multiples reprises, à la tribune de l'Assemblée nationale, dans les médias ou sur ses réseaux sociaux pour condamner les propos et les actes racistes et antisémites. Elle a tenu à être présente dans plusieurs manifestations, comme celles organisées en soutien à Adama Traoré ou en mémoire de Mireille Knoll. La députée a également dénoncé les discriminations à l'adresse dont sont victimes les populations de nos villes et qui recourent souvent des inégalités fondées sur la couleur de peau, sur l'origine.

Accueil des réfugiés, un devoir d'humanité

Cette cause, fondamentale pour Clémentine Autain, a été un fil rouge de son mandat de députée. Avec la crise européenne de l'accueil des réfugiés, la question migratoire a été au cœur du mandat d'Emmanuel Macron. La loi asile-immigration a piétiné le droit d'asile et durci les conditions d'accueil, et notre pays a refusé d'accueillir l'Aquarius alors que des milliers de personnes perdent la vie en traversant la Méditerranée. Face à la xénophobie grandissante et à la brutalité du pouvoir vis-à-vis des réfugiés, Clémentine Autain n'a eu de cesse d'interpeller le gouvernement, de participer à des mobilisations, de rencontrer des associations qui font vivre concrètement la solidarité et la tradition d'accueil de notre pays.

Bataille pour l'accès aux guichets en Préfecture

Toute personne ayant voulu s'adresser à la Préfecture pour une démarche de régularisation sait combien il est difficile de prendre rendez-vous via le site internet. C'est un vrai problème pour notre État de droit, et la dématérialisation des guichets prive la Préfecture des moyens de répondre aux attentes des demandeurs. Clémentine Autain a alerté le ministre de l'Intérieur à plusieurs reprises sur ces manquements qui viennent réduire les droits fondamentaux. La députée a aussi participé à des initiatives collectives : c'est un problème pour tout le département ! Là encore, elle veille à venir en aide à toute personne ne parvenant pas à prendre rendez-vous en sollicitant directement la Préfecture par courrier. Mais c'est un sujet plus vaste qui touche aussi à la précarisation des services publics et à la situation d'inégalité structurelle de notre département. La dégradation de l'accueil, c'est aussi celle des droits pour toutes et tous.

Clémentine Autain
en soutien aux salariés
sans-papiers
de Villepinte,
avec la CGT
à l'initiative de
la mobilisation,
octobre 2021



Visite d'un
gymnase
tremblaysien
qui a servi
de lieu d'accueil
temporaire
aux réfugiés,
août 2020



Manifestation
de convergence
pour l'emploi et
pour la dignité
des sans-papiers,
octobre 2020



Priorité aux transports du quotidien

Les 900 000 usagers du RER B subissent quotidiennement les retards et suppressions de trains. Perturbations du trafic, problèmes de signalisations, ruptures de caténaire... pourrissent la vie des usagers. À cela s'ajoute les désagréments causés par les travaux du CDG Express. Au total, cette situation multiplie les tracasseries du quotidien, représente un vrai frein à l'emploi et limite de manière insupportable notre droit à nous déplacer. C'est pourquoi **tout au long de son mandat, la députée a défendu la priorité aux transports du quotidien.**

Clémentine Autain a interrogé des dizaines de fois le gouvernement et est intervenue en faveur d'un investissement massif dans la rénovation du RER B auprès de la Présidente d'Ile-de-France Mobilités. Elle a également sollicité le préfet et le comité départemental dédié à l'organisation du super-métro pour que les futures lignes qui desservent nos villes soient livrées dans les délais. Les habitants de Seine-Saint-Denis ne sont pas des usagers de seconde zone. **Le développement des transports en commun dans cette partie de l'Île-de-France est une urgence !** Il nécessite un investissement massif, indispensable pour réduire la fracture territoriale et sociale.



Clémentine Autain a organisé avec Charlotte Blandiot-Faride (mairie de Mitry) et Laurent Russier (ancien maire de Saint-Denis) la première réunion des élus de la ligne B du RER, juin 2019

Contre la privatisation du transport ferroviaire

Avec un « nouveau pacte ferroviaire », le gouvernement entend privatiser toujours plus les transports publics. En Ile-de-France, l'ouverture à la concurrence est menée à marche forcée. Or, **la privatisation des transports n'a jamais permis d'améliorer le service aux usagers. Elle favorise les retards et la désorganisation. Elle dégrade les conditions de travail des salariés.** Clémentine Autain se bat aux côtés des cheminots pour défendre un service public de qualité.

Non au CDG Express

Le CDG Express doit relier Paris à l'aéroport Roissy-Charles-de-Gaulle en 20 minutes pour un tarif de 24 euros l'aller simple. Il ne desservira aucune ville du département. Pour les usagers du RER B, c'est la double-peine : les travaux perturbent le fonctionnement de la ligne, fermée parfois des journées entières. La réalisation du CDG Express se fait au détriment des habitants du territoire et ne répond qu'aux intérêts du privé et particulièrement de l'aéroport de Roissy prochainement privatisé.

Clémentine Autain a participé à la mobilisation des habitants et des élus locaux contre le lancement des travaux du CDG Express. **À l'Assemblée nationale et lors de réunions publiques, avec la très active maire de Mitry-Mory, Charlotte Blandiot-Faride, avec les associations d'usagers, la députée s'est engagée contre ce « train des riches ».**



Organisation d'une Fête de l'Huma locale à la section PCF de Sevrans, septembre 2020



RER B, direction Mitry Claye



Clémentine Autain à l'Assemblée nationale

Préservation du Parc forestier de la Poudrerie

Poumon vert de la Seine-Saint-Denis, **le parc de la Poudrerie est sans arrêt menacé par le désengagement des pouvoirs publics**. L'État entend céder des bâtiments historiques pour y créer de l'activité commerciale. Déjà présente aux côtés des habitants et des élus locaux lors d'une pétition lancée par le maire de Tremblay, François Asensi, et qui avaient récolté des milliers de signatures, la députée a poursuivi cette bataille à l'Assemblée nationale. L'avenir du parc ne doit pas être dicté par l'obsession de la rentabilité.

Des cantines gratuites et vertueuses pour toutes et tous

La restauration scolaire représente plus d'un milliard de repas servis chaque année, consommés par près de huit millions d'élèves. Pour certains, il s'agit du seul repas de la journée. Il est essentiel que la cantine scolaire soit accessible au plus grand nombre et qu'elle favorise une alimentation saine et durable pour toutes et tous. Avec son collègue A. Corbière, **Clémentine Autain a porté un projet de loi** en faveur des cantines gratuites et vertueuses, associant producteurs, consommateurs et collectivités territoriales.

Terre d'eaux à Sevran, un nouveau projet qui répond aux besoins des habitants

Opposée dès l'origine à la « vague artificielle de surf » voulue par M. Gatignon à Sevran, la députée **Clémentine Autain s'est mobilisée pour que le projet Terre d'eaux réponde aux besoins des habitants et aux défis écologiques**. En initiant une pétition, en nourrissant le débat avec les associations et les habitants, en interpellant le préfet de Seine-Saint-Denis, **la députée a contribué à donner une nouvelle orientation au projet** conduit par la nouvelle municipalité de Sevran. La plaine Montceuleux est destinée désormais des espaces verts, de l'agriculture urbaine, un pôle de formation...

Sauvegarder les terres du triangle de Gonesse

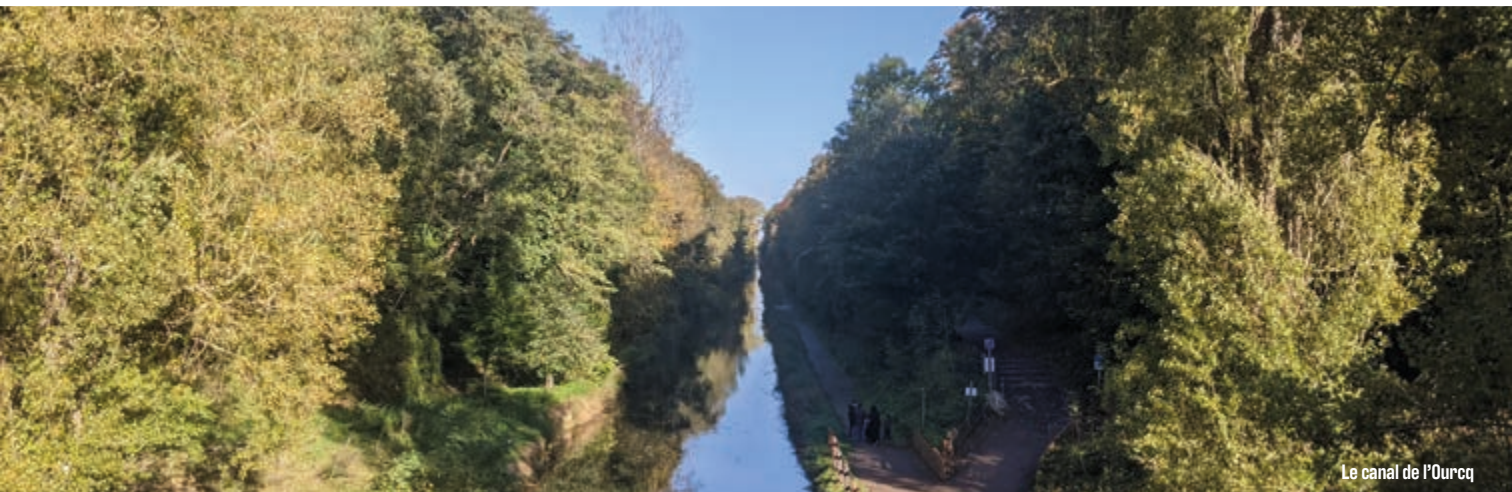
La députée a participé à la mobilisation citoyenne organisée sur le Triangle de Gonesse pour assurer la préservation des terres agricoles. Cet espace naturel a été menacé par le mégaprojet Europacity qui prévoyait une piste de ski au milieu des champs ! Alors que la demande pour une alimentation de proximité n'a jamais été aussi grande, ce projet commercial était un non-sens écologique. En interpellant le gouvernement et les décideurs locaux, **Clémentine Autain a activement contribué à faire annuler le projet Europacity**. En parallèle, elle a défendu le projet Carma, plus en phase avec les besoins sociaux et environnementaux.

L'eau doit devenir un bien commun

L'eau est en danger : pollutions, fuites, accaparement par des multinationales (Veolia, Suez, mais aussi Nestlé, Danone...), surconsommation... L'eau vient de plus en plus à manquer. Pour des millions de familles précaires, l'accès à une eau de qualité et à l'assainissement est impossible. **Clémentine Autain a défendu à l'Assemblée nationale le principe d'une régie publique de l'eau, à l'échelle de l'Île-de-France et des territoires**. Cette ressource essentielle doit être gérée en transparence, par les citoyens et non les intérêts du privé, afin d'être accessible à des tarifs raisonnables pour tous.



Clémentine Autain au Triangle de Gonesse contre le projet Europa City, septembre 2020



Le canal de l'Ourcq



Mobilisation pour le climat, mars 2021

UNE ACTIVITÉ PARLEMENTAIRE SOUTENUE

À l'Assemblée nationale, Clémentine Autain a siégé au sein du groupe de La France insoumise avec 16 autres parlementaires, dont Jean-Luc Mélenchon. Membre de la commission des affaires étrangères, la députée s'est particulièrement investie sur les questions internationales. Elle a assuré la présidence du groupe d'amitié France-Bénin ainsi que la vice-présidence du groupe d'étude France-Palestine. Engagée dans la bataille contre

la retraite à point, la députée a intégré la commission spéciale dédiée à l'examen de ce projet de loi face au gouvernement. Durant le mandat, les députés occupent également des fonctions institutionnelles. Clémentine Autain a été secrétaire du Bureau de l'Assemblée durant la moitié du quinquennat : cette instance organise le fonctionnement de l'institution.

UNE DÉPUTÉE D'ENVERGURE NATIONALE

Régulièrement invitée dans les médias, à la télévision ou à la radio mais aussi plus récemment sur Twitch et dans des podcasts, la députée a porté les idées d'une gauche d'émancipation humaine dans le débat public. Face aux élus macronistes et à l'extrême droite menaçante, elle a porté la voix de la justice sociale, de la transition écologique, de l'exigence démocratique.



LA BATAILLE DES IDÉES



Tribune de
Clémentine Autain
dans *Le Monde*,
le 17/09/2019



Tribune de
Clémentine Autain
dans *Libération*,
le 20/04/2020



Tribune de Clémentine Autain dans *L'Humanité*, le 11/06/2021



« Pour ce cinquantième anniversaire de Mai 68, ma conviction est que nous allons tenir tête, un poing sur la table et l'autre en l'air s'il le faut. Parce qu'il y a de la colère dans l'atmosphère. Parce que l'époque est au regain de la critique sociale et politique. »

« À travers le prisme de l'hypermarché, Clémentine Autain montre ce qui doit changer, maintenant. Elle appelle à une transformation profonde, sociale et écologiste, qui ne résultera pas de l'addition de gestes individuels mais de la conscience et de l'action collective. »



« La région Ile-de-France est à la fois la plus riche de notre pays et la plus inégalitaire. Les écarts entre les plus aisés et les plus pauvres, entre les banlieues populaires et les centres d'affaires y sont colossaux. Clémentine Autain propose un choc de solidarité. »

Le mandat, c'est aussi...

LES INTERVENTIONS EN CHIFFRES

948

Le nombre d'interventions de la députée auprès des villes, de la Préfecture et des ministères pour aider et appuyer les demandes des habitants pour des problèmes de logement, d'emploi ou de régularisation de leur situation administrative.

192

Le nombre de questions écrites et orales adressées aux ministres du gouvernement pour alerter et proposer.

163

Le nombre de propositions de loi écrites ou cosignées par la députée au cours du mandat.

17 888

Le nombre d'amendements co-signés à l'Assemblée nationale face aux contre-réformes du gouvernement.



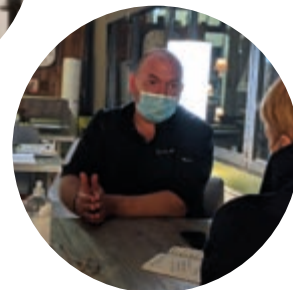
Ariane Ascaride,
comédienne,
invitée pour
parler de la culture

ET SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX

Active par le biais d'un site internet, d'une chaîne Youtube et sur plusieurs réseaux sociaux, la députée a à cœur d'être en lien constant avec les citoyennes et les citoyens. Pour rendre compte de son activité régulièrement et enrichir le débat d'idées, Clémentine Autain a lancé une série de vidéos appelées « Inspirée / Expiré ». Au cours d'une trentaine d'épisodes, elle détaille et analyse l'actualité politique du pays.



FACEBOOK
TWITTER
INSTAGRAM
YOUTUBE



Avec les gérants de La Jument verte,
à Tremblay, durant la crise du Covid

Mobilisation contre la loi Sécurité globale

La loi « Sécurité globale » est une grande régression autoritaire du quinquennat d'Emmanuel Macron. A la tribune de l'hémicycle, sur les plateaux, dans les manifestations, **Clémentine Autain s'est largement mobilisée contre ce texte** qui permet par exemple aux policiers de se soustraire au contrôle citoyen, systématise le fichage des manifestants et s'en prend violemment à la liberté d'informer. Par ses alertes incessantes et en lien avec des associations (Ligue des Droits de l'Homme, Reporters sans Frontières, la Défenseure des Droits), la députée a rappelé que **cette loi revient à abimer l'État de droit et à rétrécir de manière insupportable les libertés publiques et individuelles.**



Marche des libertés contre les idées d'extrême droite, Clémentine Autain avec Jean-Luc Mélenchon et Aurélie Trouvé, ancienne porte-parole d'Attac, mai 2021 (Paris)

EMMANUEL MACRON OU LE LIBÉRALISME CONTRE LES LIBERTÉS



Emmanuel Macron en promoteur d'un libéralisme économique débridé, l'affaire était entendue. En supprimant l'ISF ou en achevant le code du travail, peut-être le Président a-t-il surpris par la brutalité et la radicalité de son parti pris mais ce cap était attendu. En revanche, Macron révèle désormais au grand jour le revers de son libéralisme économique : une attaque en règle des libertés individuelles et collectives, un mépris profond pour la démocratie, une attention bien secondaire pour les droits humains. [...]

Les logiques politiques sont têtues : le libéralisme économique a pour corollaire le renforcement du contrôle social et l'affaiblissement de la démocratie. La fable selon laquelle la liberté du capital irait de pair avec la démocratie relève d'un conte pour enfants du XXe siècle. [...]

D'un côté, les peines encourues par les entreprises aux prud'hommes sont allégées. De l'autre, un salarié écope de 17 000 euros d'amende pour avoir jeté des confettis dans des locaux patronaux. Le gouvernement met fin à l'ISF et donne des largesses aux rentiers du capital avec la «flat tax» et, dans le même temps, se montre insensible au sort des réfugiés syriens ou des sans-abri. [...]

Clémentine Autain dans sa tribune publiée par *Libération*, le 16 janvier 2018



Pour une stratégie contre le djihadisme

Nous avons toutes et tous été profondément choqués et révoltés par les attentats terroristes qui, dans notre pays et à travers le monde, ont fait tant de morts et de blessés. La menace est toujours là. C'est pourquoi nous devons développer une stratégie efficace, qui **nous protège et préserve notre modèle de démocratie, et non multiplier les mesures liberticides** et s'enfermer dans des choix internationaux qui tournent le dos aux objectifs de lutte contre le djihadisme.

À plusieurs reprises, **Clémentine Autain a interpellé le gouvernement sur son défaut de soutien aux Kurdes, pourtant en lutte concrète contre Daesh, ou sur les ventes d'armes françaises à des États complices du terrorisme islamiste.** Elle a déploré les moyens humains dérisoires et pourtant si nécessaires pour repérer les personnes en cours d'embrigadement, pour traquer les filières de recrutement djihadistes, pour agir sur les réseaux sociaux, pour lutter contre les obscurantismes.



Hommage à Samuel Paty, professeur assassiné parce qu'il enseignait la liberté, octobre 2020



Hommage à Patricia San Marti, décédée dans les attentats du Bataclan (Sevran)



Samuel Paty, enseignant assassiné lors d'une attaque terroriste, octobre 2020

Circuit Carole, avec les habitants

À Tremblay, le Circuit automobile Carole devait être provisoire mais rien n'a jamais été fait par l'État pour le déplacer. Alertée par des riverains, Clémentine Autain a pu prendre la mesure des nuisances sonores et écologiques que cela occasionnait pour les habitants. **Elle a interpellé le préfet et lui a proposé de reprendre les négociations pour réaliser enfin le déménagement de ce circuit,** afin que le terrain soit destiné à un usage qui profite à l'ensemble des habitants de Villepinte et de Tremblay. La députée reste pleinement mobilisée.

Au tribunal de Bobigny, avec ses collègues Stéphane Peu et Sabine Rubin en soutien à la mobilisation refusant la contre-réforme de la justice



La bataille du commissariat à Sevran

Clémentine Autain n'a cessé d'œuvrer pour la création à Sevran d'un commissariat de plein exercice. C'est une revendication d'égalité et de justice : la ville compte, depuis peu, neuf policiers municipaux contre 53 à Neuilly ! Députée, elle a interpellé à plusieurs reprises le ministre de l'Intérieur, notamment lors de sa visite de Sevran en 2018. **Elle a mené bataille pour que le gouvernement reconnaisse enfin la situation d'inégalité structurelle en Seine-Saint-Denis.** Des premiers moyens ont pu être obtenus mais ils sont encore largement insuffisants. Clémentine Autain poursuit sa mobilisation avec les habitants.



Mobilisation contre la persécution des Ouïghours, octobre 2021



Initiative parlementaire pour les femmes afghanes (avec M.G. Buffet, E. Faucillon, et B. Taurine), septembre 2021



Commémoration des massacres du peuple tamoul, à Sevrans en mai 2019



Avec Eric Coquerel (LFI), rencontre du Collectif pour la Sauvegarde de la Démocratie au Bénin à l'Assemblée, mai 2019

La persécution des Ouïghours doit cesser

Dans le Xinjiang, **les Ouïghours sont victimes de persécutions et de crimes contre l'humanité par le régime chinois**. Stérilisations et avortements forcés, poses de stérilets, internements de masse... les enquêtes sont édifiantes. **Clémentine Autain a interpellé à de nombreuses reprises le ministre des Affaires étrangères Jean-Yves Le Drian** pour condamner ces attaques contre les droits humains. Avec des députés de gauche, elle a participé à la création d'un collectif parlementaire de solidarité au peuple ouïghour.

Soutien aux femmes afghanes

Suite à la reconquête de l'Afghanistan par les Talibans en août 2021, **les femmes se retrouvent chassées du système éducatif, persécutées**. Le peu de progrès réalisés ces dernières années en matière de droits des femmes se retrouve réduit à néant. **La députée s'est mobilisée avec Marie-George Buffet et d'autres parlementaires pour assurer un devoir de solidarité et d'humanité face à cette régression inouïe**. Notre diplomatie doit être forte, sans faille : on ne négocie pas avec les Talibans.

Justice pour les Tamouls

De 1983 à 2009, des massacres ont été perpétrés par le gouvernement du Sri Lanka à l'encontre de la communauté tamoule. **Membre du groupe d'étude sur le peuple tamoul, Clémentine Autain a assisté aux commémorations et a interpellé de nombreuses fois le gouvernement**, en lien avec des associations tamoules, pour que l'État Sri-Lankais reconnaisse ces tueries.

Groupe d'amitié France-Bénin

Dans le cadre de la présidence du groupe d'amitié France-Bénin, **Clémentine Autain s'est mobilisée contre le régime autoritaire de Patrice Talon et a rencontré à plusieurs reprises des Béninois** qui se battent pour la transition démocratique dans leur pays. Elle a suivi la situation du pays en lien avec le ministère et a rallié plusieurs députés à cette cause.

Pour la reconnaissance de l'État de Palestine

Clémentine Autain n'a cessé de plaider tout au long de ces quatre années pour la reconnaissance de l'État de Palestine et la lutte contre l'apartheid de l'État d'Israël. Lors des violentes répressions de 2018, la députée s'était mobilisée et avait organisé une soirée de solidarité à Sevrans en présence notamment d'Elias Sanbar (délégué de la Palestine auprès de l'UNESCO). Le conflit a ensuite passé un cap de brutalité en 2020 avec la menace de nouvelles annexions et des tirs qui ont fait de nombreux morts dans la bande de Gaza. Clémentine Autain a exigé de la France une réponse à la hauteur du niveau d'agression, et la reconnaissance par la France de l'État palestinien. **La justice est la seule condition de la paix pour les Palestiniens et les Israéliens.**



Réunion publique à Sevrans
pour la justice et la solidarité
avec le peuple palestinien,
décembre 2018

COMMÉMORER POUR ÉCLAIRER LE PRÉSENT

Durant tout son mandat, la députée fut présente aux différentes commémorations organisées par les municipalités.

Rendre hommage aux résistants, se souvenir des drames de la guerre, fêter la libération de nos villes, ne jamais oublier les morts du djihadisme... À chaque fois, la mémoire nous éclaire sur le temps présent et nous donne de la force pour que les heures sombres de notre histoire ne se répètent pas.



Clémentine Autain à Chateaubriant
pour la 80ème cérémonie des 27 résistants
fusillés par les nazis, octobre 2021



Commémoration à Villepinte de la signature
de l'armistice de 1918, novembre 2020



Inauguration de la rue
de la Commune de Paris à Tremblay



Commémoration pour le 76ème anniversaire
de la Libération, septembre 2020 (Sevrans)



Durant la campagne pour les élections régionales, Clémentine Autain aux côtés de maires communistes de la Région Ile-de-France



Rentrée de l'association Femme solidaires en septembre 2020 (Sevran)





Avec les députées Mathilde Panot (LFI) et Elsa Fauçillon (GDR), Clémentine Autain en soutien aux salariés de Grandpuits, janvier 2021



Soirée de vœux de la députée aux Espaces V à Villepinte, janvier 2020



En juin 2017, vous m'avez élue députée de Sevrans, Tremblay et Villepinte. Fidèle à mes engagements, je me bats depuis bientôt cinq ans pour l'égalité et la justice sociale.

Présente dans les mobilisations, à l'écoute des habitants, j'agis pour faire entendre les besoins de notre territoire. Inlassablement, j'interpelle le gouvernement pour nos services publics, l'emploi, la préservation de notre environnement, la tranquillité et les libertés publiques.

À la tribune de l'Assemblée nationale, j'ai mené l'offensive contre les violences faites aux femmes ou la loi sur les retraites. Dans le débat public, je donne de la voix pour valoriser nos villes et défendre l'émancipation humaine.

Aujourd'hui, j'ai à cœur de vous présenter mon bilan.



Clémentine Autain



www.clementine-autain.fr

06.88.68.13.03

clementineautain93@gmail.com

**23 avenue Pasteur,
93290 Tremblay-en-France**